



ALAN WILLAERT  
Vice-President from Canada, AFM  
150 FERRAND DRIVE, SUITE 202  
TORONTO, ONTARIO M3C 3E5  
(416) 391-5161 • 1-800-463-6333 EXT. 227  
FAX (416) 391-5165  
E-MAIL: [awillaert@afm.org](mailto:awillaert@afm.org)  
[www.cfmusicians.org](http://www.cfmusicians.org)

June 07, 2021

**AN OPEN LETTER TO THE HONOURABLE RACHAEL HARDER, MP**

*Français suivre*

Dear Madam,

Many of us in the arts community have shown tolerance to your wildly inaccurate objections to Bill C-10, and even been lightly amused by your confusion between the *Charter of Rights* and *The Broadcast Act*. However, your latest proclamations regarding Canadian artists, particularly in Quebec, has served to do nothing but cost you the respect of artists across this country.

You recently stated the following:

*“These artists (many of whom originate in Quebec) are not able to make a living of what they are producing so they require grants that are given to them by the government. And so these little, niche lobby groups composed of outdated artists are going to the Liberal government and asking them to charge these large streaming companies in order to bring about more money to put into these grant funds so these outdated artists can then apply for that money so they can continue to create material Canadians don’t want to watch.”*

It’s painfully obvious that you have no experience or actual data as to what artists are seeking, and are clearly oblivious to the fact that the issues are not only a Canadian matter, but a correction to technological injustices that are worldwide.

First of all, the entertainment industry in Canada is larger than mining, lumber and tourism *combined*, although it has been decimated by the pandemic. Hardly a niche, lobby group.

Big Tech has, in most countries around the world, considered themselves above the law, as Copyright and remuneration models that were applicable in the analogue world were disdainfully ignored and dismissed as technology evolved. The result has been wholesale exploitation of musical artists and the expropriation of their intellectual property by giant corporations that have a single agenda – to accumulate, control and monetize all content for little or no cost.

Bill C-10 begins to level the playing field. If Big Tech wants to act like a traditional broadcaster, through the production and exhibition of programming and content in Canada, then the existing rules and obligations must apply. Further, they must not be allowed to escape bargaining fair wages, benefits and distribution by the unions and guilds which represent musicians, actors and stagehands within the TV and Film industry.

Big Tech is desperate to retain absolute power and avoid regulation by any means, one example being the \$36 million USD that Google spent in an attempt to scuttle the EU Article 13, whereby internet tech giants – including Facebook, Google, and Microsoft – would have to install “effective technologies” to ensure content creators, artists, and authors receive fair pay for their work online.

In the United States, Alphabet (parent company of Google) spent over \$18 million lobbying politicians in 2017, according to [federal disclosure records](#). Facebook spent \$11.5 million on lobbying, Amazon over \$12.8 million, Microsoft \$8.5 million, and Apple spent \$7 million.

So the question must be asked, why are you so adamant that the insatiable corporate greed of these multinationals goes unchallenged in Canada through modernizing legislation? Why are you determined to ensure that artists in this country be kept muzzled, controlled and prevented from exercising their inalienable rights to fair compensation for both their work and intellectual property? It certainly can't be that you are that afraid of losing your ability to upload cat videos (which was a total red herring).

As an elected representative, expectations are that you would exhibit more pride in Canada's artistry and talent, support their development and accomplishments and encourage the protection of our culture from being overshadowed by our neighbours to the south. So many of our artists have become world-famous, not in small part due to Canadian Content initiatives.

Yes, artists throughout the world were once able to scratch out a modest income through record sales and live touring. Streaming services paying a tiny fraction of a penny per stream coupled with a system weighted to pay only the highest stream earners, has decimated their earning potential. It's not the artists who are “stuck in the '90's,” but the antiquated laws which allow for a system that pays everybody *but* the artist. When you find it preferable to berate and humiliate the artists in this country (and in particular Quebec) in order to defend the morally corrupt corporations that threaten the future of music as a viable career, you invite questions as to your ethics and suitability. An apology is certainly in order.

Respectfully,



Alan Willaert

AFM Vice-President from Canada  
American Federation of Musicians  
of the United States and Canada

---

7 juin 2021

**LETTRE OUVERTE À L'HONORABLE RACHAEL HARDER, DÉPUTÉ**

Chère Madame,

Beaucoup d'entre nous, dans la communauté artistique, ont fait preuve de tolérance à l'égard de vos objections tout à fait inexactes au projet de loi C-10, et ont même été légèrement amusés par votre confusion entre la Charte des droits et la Loi sur la radiodiffusion. Cependant, vos dernières déclarations concernant les artistes canadiens, en particulier au Québec, n'ont fait que vous coûter le respect des artistes de ce pays.

Vous avez récemment déclaré ce qui suit :

*« Ces artistes (dont beaucoup sont originaires du Québec) ne sont pas en mesure de vivre de ce qu'ils produisent, ils ont donc besoin de subventions qui leur sont accordées par le gouvernement. Et donc, ces petits groupes de pression de niche composés d'artistes dépassés s'adressent au gouvernement libéral et lui demandent de faire payer ces grandes sociétés de streaming afin d'obtenir plus d'argent à mettre dans ces fonds de subvention pour que ces artistes dépassés puissent ensuite demander cet argent afin de pouvoir continuer à créer du matériel que les Canadiens ne veulent pas regarder. »*

Il est tristement évident que vous n'avez pas d'expérience ou de données réelles sur ce que les artistes recherchent, et que vous êtes manifestement inconsciente du fait que les problèmes ne sont pas seulement une question canadienne, mais une correction d'injustices technologiques communes au monde entier.

Tout d'abord, l'industrie du divertissement au Canada est plus importante que les mines, le bois et le tourisme réunis, bien qu'elle ait été décimée par la pandémie. Il ne s'agit pas d'une niche ou d'un groupe de pression.

Dans la plupart des pays du monde, les grandes entreprises technologiques se sont considérées comme étant au-dessus de la loi, car les droits d'auteur et les modèles de rémunération qui étaient applicables dans le monde analogique ont été dédaigneusement ignorés et rejetés au fur et à mesure que la technologie évoluait. Il en résulte une exploitation massive des artistes musicaux et l'expropriation de leur propriété intellectuelle par des sociétés géantes qui n'ont qu'un seul objectif : accumuler, contrôler et monétiser tout le contenu pour un coût minime ou nul.

Le projet de loi C-10 commence à uniformiser les règles du jeu. Si les grandes entreprises technologiques veulent agir comme un diffuseur traditionnel, en produisant et en diffusant des émissions et du contenu au Canada, alors les règles et obligations existantes doivent s'appliquer. De plus, on ne doit pas leur permettre d'échapper à la négociation de salaires, d'avantages et de distribution équitables par les syndicats et les guildes qui représentent les musiciens, les acteurs et les machinistes dans l'industrie de la télévision et du cinéma.

Les grandes entreprises technologiques cherchent désespérément à conserver un pouvoir absolu et à éviter toute réglementation par tous les moyens, comme en témoignent les 36 millions de dollars US dépensés par Google pour tenter de faire échouer l'article 13 de l'UE, en vertu duquel les géants de la technologie Internet — dont Facebook, Google et Microsoft — devraient installer des « technologies efficaces » pour garantir que les créateurs de contenu, les artistes et les auteurs reçoivent une rémunération équitable pour leur travail en ligne.

Aux États-Unis, Alphabet (société mère de Google) a dépensé plus de 18 millions de dollars en lobbying auprès des politiciens en 2017, selon les dossiers de divulgation fédéraux. Facebook a dépensé 11,5 millions de dollars en lobbying, Amazon plus de 12,8 millions de dollars, Microsoft 8,5 millions de dollars et Apple 7 millions de dollars.

Il faut donc se demander pourquoi vous tenez tant à ce que la cupidité insatiable de ces multinationales ne soit pas remise en cause au Canada par la modernisation de la législation. Pourquoi êtes-vous déterminée à faire en sorte que les artistes de ce pays soient muselés, contrôlés et empêchés d'exercer leurs droits inaliénables à une juste compensation pour leur travail et leur propriété intellectuelle ? Ce n'est certainement pas parce que vous avez peur de perdre votre capacité à télécharger des vidéos de chats (ce qui était un faux argument de votre part).

En tant que représentante élue, on s'attend à ce que vous fassiez preuve de plus de fierté à l'égard des talents artistiques canadiens, que vous souteniez leur développement et leurs réalisations et que vous encouragiez notre culture plutôt de la laisser se faire éclipser par celle de nos voisins du Sud.

voisins du Sud. Si beaucoup de nos artistes sont devenus célèbres dans le monde entier, c'est en grande partie grâce aux initiatives de contenu canadien.

Oui, il fut un temps où les artistes du monde entier étaient capables de s'assurer d'un revenu modeste grâce à la vente de disques et aux tournées. Les services de streaming qui ne paient qu'une minuscule fraction d'un centime par flux, associés à un système qui ne rémunère que les plus grands gagnants de flux, ont décimé leur potentiel de gains. Ce ne sont pas les artistes qui sont « coincés dans les années 90 », mais les lois archaïques qui permettent un système qui paie tout le monde sauf l'artiste. Lorsque vous trouvez préférable de réprimander et d'humilier les artistes de ce pays (et en particulier du Québec) afin de défendre les sociétés moralement corrompues qui menacent l'avenir de la musique en tant que carrière viable, vous suscitez des questions quant à votre éthique et votre aptitude. Des excuses sont certainement de mise.

Respectueusement,

A handwritten signature in blue ink that reads "Alan Willaert". The signature is fluid and cursive, with the first letters of the first and last names being capitalized and prominent.

Alan Willaert

AFM Vice-President du Canada  
American Federation of Musicians  
of the United States and Canada